



Contre les hausses de TVA: les travailleurs pourraient commencer à faire reculer l'ensemble de la politique au service du capital!



1914/2014: L'Union sacrée derrière l'UE du capital, derrière les nouvelles guerres impérialistes, derrière l'austérité, derrière François Hollande?

Jean-François Copé salue son discours sur le centenaire de la Grande Guerre.

Communistes, nous ne rentrerons pas dans ce jeu. L'histoire est plus que jamais aussi un terrain de lutte!

QUELQUES DATES :

29 novembre, 18h00: Assemblée des communistes du 15^{ème}

30 novembre: après-midi d'information sur la situation du Patronage laïque, 61 rue Violet

5 décembre: grève nationale des enseignants du 1er degré (Voir page 6, notre dernière intervention sur les rythmes scolaires)

14 décembre: Commémoration du 72^{ème} anniversaire des fusillades du 15 décembre 1941, 11h, monument aux morts du 15^{ème} (parvis de la Mairie)

15 décembre, 12h00:
Repas fraternel des communistes du 15^{ème} et de leurs amis, 61 rue Violet
(inscription au 01 48 28 60 05 ou 01 48 56 16 66 ou pcfparis15@orange.fr)

Fiscalité : pour éviter la montée de la lutte contre les hausses de TVA, Ayrault programme la fuite en avant.

Et si le ras-le-bol fiscal se transformait en lutte convergente contre un point clé de la politique au service du patronat et du capital. C'est visiblement la hantise du premier ministre.

Ce point de convergence immédiat, ce pourrait être l'opposition aux hausses de TVA prévues pour le 1^{er} janvier 2014. Elles sont considérables : 6,5 milliards d'euros, 170 euros par foyer en moyenne. La TVA est l'impôt le plus injuste. Hollande et le PS avaient – c'était avant – dénoncé la TVA « sociale » de Sarkozy. Ces augmentations ont pour objectif de commencer à compenser le plus gros cadeau octroyé au patronat et aux profits depuis 15 ans : le « Crédit d'impôt compétitivité » (CICE), le remboursement par les contribuables aux entreprises de 4 puis 6% des bas et moyens salaires qu'elles versent.

Ayrault espère avoir trouvé la parade politique en annonçant cette semaine une « remise à plat de toute la fiscalité » pour 2015. Le coup politicien est habile mais facile à décrypter.

Ayrault invite à comprendre que l'on pourra discuter de tout l'an prochain mais que d'ici là il faut accepter les sacrifices. Pour Ayrault, surtout, pas question de remettre en cause les hausses de TVA, sacro-saintes : « ce serait revenir sur la baisse du coût du travail » au profit du patronat !

En revanche, on ne trouve plus du tout la même fermeté quand il désamorce la bombe de la fronde contre l'écotaxe. Le nouvel impôt sera mis au frigo en 2014 sans être formellement abandonné. Répétons que nous désapprouvons la conception de l'écotaxe, impôt mal ficelé, mais que nous n'oublions pas que ce sont les patrons, même petits, qui devraient s'en acquitter. Le mouvement contre l'écotaxe risque de faire contagion, de dériver vers le refus de la TVA supplémentaire. Ayrault préfère couper court. En 2014, la société privée italienne Ecomouv, embauchée pour récolter cet impôt, s'apprête à toucher 20 millions d'euros par mois pour ne rien faire. Rappelons aussi que c'est la droite qui a enfanté l'écotaxe.

En ouvrant le débat sur l'ensemble de la fiscalité, Ayrault espère ouvrir quantité de débats de diversion. Chacun pourra y aller de ses propositions. En laissant causer, Ayrault fait d'une pierre deux coups : il escompte que sa diversion du moment lui permette de mieux préparer les mauvais coups structurels à venir. On entend ainsi parler de nouveau de la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu. La CSG, impôt hybride destiné au financement de la sécurité sociale, perdrait tout lien avec le salaire, avec son origine de cotisation sociale. Le patronat se trouverait ainsi totalement dégagé du financement de branches entières de la Sécu. Complétant les promesses faites au Medef avec la nouvelle contre-réforme des retraites, une tentative de basculement des cotisations sociales patronales familles vers la CSG est à redouter. Etc.

Inflexible, « rigoureux », avec le monde du travail, souple et docile avec le patronat !

Le calcul d'Ayrault espère jouer des contradictions des organisations syndicales et des partis de gauche. L'annonce de la remise à plat de la fiscalité permet à l'aile gau-

Médiatisation du cas de Leonarda Dibrani: une affaire empoisonnée

Nous avons distribué un tract au cœur de la montée en épingle du cas de Leonarda. Nous y dénonçons à la fois les expulsions d'enfants et de jeunes scolarisés et l'opération de diversion pilotée par le pouvoir.

Force est de constater que celle-ci a fonctionné dangereusement. De nombreux interlocuteurs, de classes sociales différentes, certains se disant de « gauche », nous ont manifesté leur incompréhension, parfois leur haine envers la jeune fille et bien au-delà. Dur de leur faire prendre du recul, de les amener à analyser la situation, à retrouver un réflexe de fraternité.

Cet épisode, comme d'autres différents (les bonnets rouges par exemple), souligne la gravité du recul du parti de la classe ouvrière en France. Toutes les colères, même les plus légitimes, peuvent être détournées. Affinons la réflexion, intensifions l'action!

Suite de la page 1 che du PS de réaffirmer son soutien, rassuré et hypocrite, au gouvernement. Les syndicats, d'abord la CGT, réclament une « réforme fiscale ambitieuse ». Ayrault mise sur la confusion.

Côté Front de gauche, Mélenchon a convoqué, en solo, une manifestation le 1^{er} décembre, loin de la construction d'une lutte de masse pour mettre en échec les hausses de TVA. Il est hautement prévisible qu'aucun syndicat ne pourra s'associer à cette opération politicienne.

Une « réforme fiscale ambitieuse », assortie d'un programme complet de proposition, demande un changement de pouvoir. La mise en échec de la TVA est une question immédiate et impérieuse, allant dans ce sens.

Communistes, comme sur la suite de la bataille pour les retraites, il n'est pas question pour nous de laisser les calculs politiques anesthésier la colère des masses et sa fécondité.

La bataille contre les hausses de TVA est importante, urgente. Nous la menons, pétition et argumentation en main, en direction des salariés et des habitants du 15^{ème}, parce que la victoire est possible, parce que l'organisation de la lutte construit l'avenir.

Municipales 2014

L'ex-ministre UMP, Dominique Versini, numéro 3 sur la liste Hidalgo dans le 15^{ème} !

Nous apprenons par la presse qu'Anne Hidalgo a décidé d'offrir la 3^{ème} place sur la liste pour les municipales à Paris 15 qu'elle conduit à l'ancienne ministre UMP, Dominique Versini.

Au début des années 2000, Dominique Versini, parrainée par Jacques Chirac, a joué l'alibi social du gouvernement Raffarin. Ensuite, elle a été choisie par Jean-François Copé pour conduire la liste UMP aux régionales de 2004 à Paris (après avoir été n°2 sur la liste Balladur en 1998).

Le choix d'Anne Hidalgo de recruter des personnalités de droite n'est pas pour nous surprendre.

Il montre surtout à quel point la politique « social-libérale » de la municipalité de Delanoë est compatible avec les options de la droite.

Il traduit une tactique politicienne espérant racoler une partie de l'électorat de la droite. On sait combien cet opportunisme finit toujours par renforcer la politique au service du capital et la droite elle-même.

Le recrutement de Mme Versini n'est pas un acte ponctuel.

Mme Hidalgo vient de féliciter l'ancien membre du gouvernement Sarkozy-Fillon, Martin Hirsch, pour sa nomination par le gouvernement à la tête de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris. Au Modem, elle a débauché le seul conseiller de Paris sortant, Jean-François Martins, n°2 sur la liste de Marielle de Sarnez en 2008. Celui-ci figure en position éligible sur la liste dans le 11^{ème} arrondissement. Anne Hidalgo avait aussi fait des offres à l'ancienne ministre de Juppé, la multiscarpe Corinne Lepage.

Il y a quelques semaines, la direction du PCF Paris faisait ratifier son accord avec le PS d'Anne Hidalgo, la présence sur ses listes dès le 1^{er} tour contre 13 places éligibles de conseillers de Paris (voir Infos 15 n°91). M. Ian Brossat, président du groupe Front de gauche, président nommé par Delanoë de Semparseine, a intégré officiellement l'équipe de campagne d'Hidalgo.

M. Brossat avait cru bon de s'insurger médiatiquement, en son temps, contre une éventuelle alliance Hidalgo-Modem, qualifiant le Modem de « parti de centre-droit ». Hidalgo ouvre maintenant ses listes, au-delà du Modem, à des personnalités de l'UMP...

Il faut être conséquent. Nous invitons chaque candidat PCF-FdG à peser en son âme et conscience la signification politique de sa présence sur les listes Hidalgo. La clarification de la situation, l'officialisation de l'ouverture à des éléments de droite des listes Hidalgo, non posée dans le débat, confirme le caractère biaisé du vote de ratification de l'accord entre la direction PCF 75 et Hidalgo organisé à la mi-octobre.

Cette situation amène la section du PCF Paris 15^{ème}, pour conserver sa crédibilité dans ses luttes, à afficher publiquement son désaccord avec la présence de candidats estampillés PCF sur les listes Hidalgo.



Extrait du bulletin de l'UMP Paris de septembre 2003 qui se félicite du choix de Dominique Versini par Copé pour les élections régionales. Elle faisait équipe avec... Jean-François Lamour, devenu député UMP du 15^{ème}! (photo en encart)

NON AUX HAUSSES DE TVA: notre tract de masse

L'augmentation des taux de TVA au 1^{er} janvier, voulue par le gouvernement, dans la suite de son prédécesseur, est insupportable. Notre mobilisation peut la mettre en échec. *Tract très bien accueilli.*

Elle est insupportable parce qu'elle va prélever 170 euros en moyenne sur chaque foyer, pour un total de 6,5 milliards d'euros par an.

Elle est insupportable parce que la TVA est un impôt profondément injuste. Frappant la consommation, elle frappe proportionnellement davantage les petits revenus. Les 10% de ménages les plus pauvres doivent y consacrer 11,5% de leurs revenus contre 5,9% pour les 10% de ménages les plus riches. Choix aggravant pour 2014, à côté de la hausse du taux normal de 19,6% à 20%, le pouvoir augmente le taux réduit de 7% à 10%. Or ce taux s'applique à des produits et services indispensables. Par exemple, les tarifs des transports en commun risquent d'augmenter encore de 3% (ou bien ce seront les investissements qui pâtiront).

La hausse de la TVA est insupportable parce qu'elle s'ajoute à toutes une série de nouvelles ponctions frappant les salariés et les retraités. Ils subissent de plein fouet l'augmentation de l'électricité de 5% en juillet, 50 euros en moyenne par foyer, suivant l'envolée des tarifs du gaz. Tout cela pour préparer la concurrence et la privatisation alors qu'EDF et GDF-Suez amassent les profits. Ils subissent l'augmentation prohibitive des loyers et de l'immobilier. 3 millions

de ménages aux revenus modestes, de veuves et de veufs notamment, sont devenus, parfois lourdement, imposables sur le revenu depuis 2011 (à la suite du gel des barèmes et de l'extinction de la demi-part accordée pour avoir élevé des enfants). La liste des prélèvements est longue : chacun fait sa dure addition !

La hausse de la TVA pour 2014 est insupportable parce qu'elle ne contribue en rien aux dépenses publiques et sociale utiles. Au contraire, le budget 2014 d'austérité organise leur diminution. Les 6,5 milliards d'euros de TVA nouvelle vont aller gonfler les caisses du patronat, en étant affectés au « crédit d'impôt compétitivité » (CICE). Alors qu'il se plaint sans arrêt des déficits publics, le gouvernement les creuse en octroyant ce cadeau, d'un montant inédit depuis 15 ans, aux entreprises. Au titre du CICE, elles recevront du budget de l'Etat 10 milliards d'euros en 2014, 20 milliards en 2015. Ces sommes compenseront 4% puis 6% des salaires qu'elles versent (en dessous de 2000 euros net). En tant que consommateurs, les salariés et leurs parents vont rembourser une partie de leurs propres salaires à leur patron. Ce dispositif est scandaleux ! Les 180 milliards d'euros d'aides publiques versées par an aux entreprises ont fait la preuve de leur inefficacité pour l'emploi mais de leur faculté à gonfler les profits. L'Union européenne du capital applaudit l'initiative du gouvernement français. Travailleurs, révoltions-nous !

L'exaspération monte devant cette politique injuste qui accompagne la poussée du chômage, la montée des difficultés quotidiennes. Elle est attisée par les désillusions après les élections de 2012. La « gauche » au pouvoir s'applique à cultiver la résignation, à faire oublier les mobilisations exceptionnelles de 2010 pour les retraites, pour les services publics, à accompagner les plans de suppression d'emploi en faisant accepter le déclin de l'appareil productif. Sous Hollande et Ayrault, comme sous Sarkozy et Fillon, le patronat et le capital continuent de plus belle à utiliser leur propre crise pour accélérer la casse des acquis sociaux et démocratiques, renforcer l'exploitation, mettre en péril l'avenir de la réponse aux besoins du peuple. L'Union européenne et son instrument l'euro les y aident plus que jamais.

Dans le même temps, les tenants du système s'appliquent à détourner la colère populaire vers des batailles stériles pour les salariés (ex : contre l'écotaxe), vers des défouloirs électoraux aux perspectives étroitement politiciennes, vers l'extrême-droite, parti de la haine autant que de la bourgeoisie, repoussoir chargé de dévoyer les propositions de rupture, en particulier, en cette année d'élections européennes, avec l'UE et l'euro.

L'expérience le vérifie à nouveau: toute perspective de changement ne peut partir que des luttes, de leurs convergences sur des positions de rupture, à chaque niveau.

Des initiatives diverses se développent contre les hausses de TVA. Le PS de M. Hollande avait dénoncé la « TVA sociale » de Sarkozy mais il suit maintenant les pas. Cette bataille précise s'inscrit dans la contestation de l'ensemble de la politique du pouvoir. Communistes du 15^{ème}, nous mettons à votre disposition dans ce cadre, **une pétition** au Président de la République, dont nous remettrons des copies aux députés du 15^{ème}.

Ecotaxe : nous avons diffusé un tract anticipant notre action sur la TVA: « Ecotaxe, un impôt mal taillé, une aubaine politique pour le patronat. De Bretagne comme d'ailleurs, monte l'exigence d'une riposte globale ». Nous dénonçons l'opération de détournement de la colère par le patronat licencieur. Outre les revendications de justice fiscale, nous appelons à défendre une évolution écologique des transports en mettant en échec la réforme ferroviaire, en gagnant la renationalisation des autoroutes. Nous appelons aussi à la mise sous tutelle des grands groupes agro-alimentaires et le rejet de l'application des politiques européennes de « libre » échange.

LUTTES ENTREPRISES

Soutien à la grève à France-Télévisions. NON aux suppressions d'emploi! OUI au rétablissement des financements pérennes du service public!

L'ensemble des syndicats de France Télévisions appelaient à la grève le 7 novembre 2013. Le mouvement a été très suivi, de 40% à 90% suivant les sites. Communistes de Paris 15^{ème}, où se trouve le siège de FTV, nous lui avons apporté notre soutien. La politique de complaisance et de cadeaux pour l'audiovisuel privé, d'austérité et de menaces pour le secteur public, poursuivie par la ministre Filippetti peut être battue. Ci-dessous le texte de notre tract.

En l'espace d'un an, c'est un emploi stable sur 12 qui aura été supprimé. 361 suppressions de poste sont maintenant programmées, sous couvert d'un plan de départs arrangés, « volontaires ».

Pourtant les missions publiques restent inchangées, y compris le développement important et nécessaire du numérique. L'affaiblissement de tous les services, de l'information, des services généraux - la suppression même de certains d'entre eux comme le sous-titrage - ne peuvent qu'entraîner une nouvelle dégradation aussi bien de la qualité des prestations que des conditions de travail, et même des surcoûts.

Cette politique de déclin du service public est programmée depuis des années, notamment celui des rédactions de France 3 et celui de la création. Autant de marchés sur lesquels lorgnent les groupes privés. Autant de secteurs idéologiques cruciaux, l'information, la culture sur lesquels le système ne tolère plus un esprit de service public et le pluralisme relatif qu'il garantit. Largement en avance sur le processus, les gouvernements grecs successifs sont arrivés à la fermeture pure et simple de l'audiovisuel public !

Les « déficits », la nécessaire austérité des dépenses sont toujours le prétexte. Mais en fait, c'est de sabotage des ressources dont il faut parler !

En 2008, Sarkozy annonçait la suppression de la publicité après 20h00 sur les chaînes publiques. En toute hypocrisie puisque dans le même temps, il a permis une extension de la pub sur les chaînes privées (ex : la deuxième coupure des films). Les groupes privés ont ainsi pu consolider leurs comptes malgré la crise en se partageant les ressources du secteur public...

Au total, dans l'affaire, l'Etat a perdu 746 millions d'euros entre 2009 et 2012, selon le rapport parlementaire du député Rogemont. C'est la différence entre le manque à gagner publicitaire et le produit des nouvelles taxes créées soi-disant pour le compenser.

Le nouveau gouvernement continue à faire payer la note, année après année, aux téléspectateurs et à l'entreprise nationale. En 2013, les premiers ont payé 100 millions d'euros de redevance supplémentaire pour la télévision. France Télévisions a vu sa subvention

compensatrice abaissée de 200 millions d'euros, sans compter les gels de crédits.

Maintenant, au nom de ces déficits fabriqués, la direction de FTV taille dans le vif.

En 2008, l'opposition politique avait alors largement dénoncé l'opération de la droite.

En 2012, le gouvernement avait évoqué l'hypothèse incontournable du rétablissement de la publicité sur les chaînes publiques après 20h00. Mais les nababs de l'audiovisuel privé ont défilé dans les ministères et ont eu gain de cause.

Maintenant, la ministre Filippetti exclut cette solution qui « pourrait déstabiliser le marché ». La présidente du CSA, Mme Sylvie Pierre-Brossolette, l'exclut aussi, estimant ce financement « trop incertain ». Objectivité ou hypocrisie ? **En 2008, le coup de Sarkozy a fait l'objet d'une puissante opposition de la part des salariés. Leur juste colère et leur détermination n'ont fait que monter depuis.** C'est une force considérable dans un contexte général de contestation de la politique d'austérité au service du capital.

Avec les organisations syndicales, nous demandons l'annulation du plan de départ, un plan de titularisation de travailleurs précaires, la négociation d'un projet alternatif de renforcement du service public.

Comme depuis 2008, pour le financement de France-Télévisions, pour un rééquilibrage du marché de l'audiovisuel, nous demandons le rétablissement des règles précédentes sur la publicité à la télévision, donc le rétablissement de la publicité le soir sur France Télévisions et l'application des mêmes restrictions protectrices du télé-spectateur dans le secteur privé.

C'est une condition pour **une télévision publique ambitieuse, diffusant une information pluraliste, des programmes de culture et de divertissement de qualité, visant une audience maximale, imposant ses critères de qualité au secteur privé.**



Transports/RATP: Depuis le 16 octobre, une nouvelle ligne de minibus, la « Traverse », fonctionne dans la moitié sud-ouest du 15^{ème}. A priori, une amélioration du service public. Mais la municipalité de Paris a pris la lourde responsabilité de donner le **marché au privé** contre la RATP dont elle reconnaît pourtant les prestations meilleures. Un comble: La Traverse passe tout à côté du dépôt de Croix-Nivert qui aurait pu l'abriter. **La décision est politique et idéologique.** Delanoë, Hidalgo et leurs alliés, comme les media et la direction de la RATP n'ont pas manqué de le souligner, veulent **ouvrir une brèche dans le monopole public RATP à Paris intra-muros pour préparer les esprits à la concurrence européenne et à la privatisation**, faire pression sur les salaires et les conditions de travail.

Nous l'avons dénoncé (voir Infos 15 n° 89). Nous demandons dans notre tract l'intégration de la ligne dans la RATP et de ses machinistes au statut RATP. Dans la campagne électorale des municipales, nous dénonçons l'application des procédures d'appel d'offres contre les services publics.

Transports/SNCF: A plus d'une dizaine, la Jeunesse communiste du 15^{ème} a diffusé un tract aux voyageurs de la gare Montparnasse, le 9 novembre.

Il établit la relation entre la dégradation de la qualité du service - guichets, arrêts fermés, retards, accidents - avec la politique de privatisation, les suppressions d'emploi en vue du profit, la casse du statut de la SNCF.

Il alerte sur la nouvelle **augmentation des tarifs de 3% avec l'augmentation du taux réduit de la TVA.**

Il informe sur la **lutte qui s'amorce contre la « réforme ferroviaire »** qui n'a pour but que d'éclater l'entreprise publique pour anticiper la mise en concurrence et créer des foyers de profits pour la privatisation et des foyers de pertes pour la collectivité.

Très concrètement se manifestent les méfaits des directives de l'UE du capital et la nécessité de refuser leur application en France par le pouvoir national. Cheminots, usagers, tous ensemble!

Inauguration « Bling-bling pour VIP » à Beaugrenelle : Pas de place au peuple !



Mardi 22 octobre, même la voie publique était privatisée. La rue Linois a été bloquée une bonne partie de la journée pour l'inauguration en grande pompe du nouveau centre commercial Beaugrenelle. Combien de dizaines de milliers d'euros, ou plus, pour cette fête privée ?

Les embouteillages occasionnés devant cette entrée du 15^{ème} ont donné une préfiguration de l'engorgement à venir de la circulation. D'autant que la ligne 10 du métro est déjà saturée et qu'il est techniquement impossible d'augmenter la fréquence des rames.

La cérémonie, « bling bling », a confirmé la nature de l'opération immobilière. On se serait cru à un gala d'anciens élèves d'école de commerce, aux costumes recouverts des confettis pulvérisés par des « canons ». L'inauguration elle-même était sur invitation. S'y sont retrouvés des « VIP » (un juré de la « nouvelle star », un ancien champion de tennis...), les dirigeants des groupes financiers et commerciaux impliqués et leurs subordonnés réquisitionnés, par milliers, pour faire la claque. Chacun, selon sa catégorie, aura pu assister à telle ou telle réception, goûter à tel ou tel buffet. Le peuple, retenu hors de la zone par de puissantes barrières, aura le droit ensuite aux gadgets promotionnels.

Les patrons des promoteurs immobiliers se sont extasiés à tour de rôle sur la grande scène qui bloquait la rue. **Anne Hidalgo, relai politique de l'opération immobilière depuis l'origine, s'est jointe à leurs superlatifs. Sans retenue, devant ce public choisi,** elle a vanté l'opération et insisté sur les soutiens politiques à son projet présents: l'ancien élu UMP du 15^{ème}, l'ultra-libéral Alain Destrem, la caution de gauche, nommé par Bertrand Delanoë à la présidence de la Sempariseine, Ian Brossat.

Il n'a pas échappé aux journalistes que les nouveaux commerces sont plutôt « orientés haut de gamme » et destinés à une clientèle internationale, notamment aux touristes chinois les plus riches. **On est à l'opposé de la structure de proximité qu'osait présenter Mme Hidalgo.** Les seules activités « tous publics » sont celles qui existaient déjà avant (électro-ménager, cinéma). La FNAC a déplacé son magasin du boulevard Saint-Germain en supprimant une cinquantaine d'emplois au passage.

Des militants de la CGT distribuaient un tract aux habitants et prenaient un premier contact avec les salariés du centre. Ils vont avoir besoin de se défendre. Déjà, dimanche prochain, les commerces resteront ouverts. Il y a fort à parier que, quelle que soit la future maire de Paris, la zone soit classée « touristique » et que **le centre soit ouvert tous les dimanches.** Mme Koskiusko-Morizet promet ouvertement l'extension des ouvertures du dimanche et du soir, Mme Hidalgo à demi-mots.

Pour les riverains, la dégradation voire la disparition des services et équipements publics, transports, centre de santé, poste... est, elle, bien réelle.

Pour ce premier jour, il ne manquait pas de forces de l'ordre mises à la disposition des promoteurs, en plus d'une armée de vigiles. Il ne s'agissait pas d'approcher trop près, surtout lorsque l'on fait partie d'une association locale. Difficile pourtant de menacer « d'outrage à agent » des manifestants qui revendiquent – entre autres – le retour d'un commissariat de plein exercice. Difficile de leur demander de faire silence pour ne pas gêner la fête des promoteurs alors que ceux-ci leur a imposé dix ans de marteaux-piqueurs!

Marchera, marchera pas ? Beaucoup de nouveaux centres commer-

ciaux battent de l'aile (Aubervilliers, la Vache noire à Arcueil-Cachan) quelques mois après leur ouverture. Pour l'instant, à Beaugrenelle, l'heure

est à la méthode Coué dans les discours patronaux. La municipalité peut espérer que les effets réels de l'opération soient masqués jusqu'aux élections par l'éclat - relatif - de la nouveauté et par la publicité.

Mais le premier à donner un signal de défiance, c'est le promoteur principal lui-même, Gécina, resté d'ailleurs en arrière-plan de l'inauguration.

Il a mis en vente le centre commercial avant même son ouverture. Il doute d'en tirer un meilleur prix plus tard, quand le centre fonctionnera à son rythme normal... et préfère encaisser une solide plus-value dès maintenant, pudiquement décrite par son DG comme « une marge de promotion raisonnable » (Les Echos, 23 octobre).

Le promoteur et ses associés peuvent remercier la municipalité de Paris. Cette opération spéculative leur aura rapporté plusieurs centaines de millions d'euros. Le fonds chinois Safe serait prêt à enchérir jusqu'à 780 millions d'euros pour le rachat des lieux. Rappelons que la municipalité a garanti le profit de Gécina en lui accordant les pleins droits de propriété. Cela veut dire notamment que le repreneur pourra, en Front de Seine, modifier le volume et la destination des constructions.

Décidément, Gécina n'a vraiment pas à se plaindre de l'action de la municipalité de Mme Hidalgo. Elle lui donne des opportunités uniques de profit comme à Beaugrenelle. Elle lui rachète à bon prix des groupes d'immeubles qu'il menace de vendre à la découpe contre les locataires...

L'opération financière, voilà le cœur du scandale qu'a dénoncé, à nouveau, le Comité de défense de Beaugrenelle, avec une bonne centaine de riverains, à l'écart des canons à confettis.

Sa lutte opiniâtre a fait reculer les promoteurs et la Ville sur plusieurs points importants : la propriété des terrains des logements sociaux, le système climatisation, la sécurisation des abords du chantier, le retour d'un bureau de Poste (trop exigu pour l'instant) etc.

A quelques mois des élections municipales, il intensifie son action – et nous la soutenons sans réserve – pour le rétablissement d'un centre de santé, le retour et la mise à niveau de la nouvelle fréquentation du quartier des équipements et services publics, un véritable plan de circulation etc.

Anne Hidalgo et ses alliés choisissent résolument le camp du pot de fer. Est-ce cela être de « gauche » ? En face, il n'y a pas un pot de terre, mais des habitants et des salariés, conscients, déterminés à ne pas laisser faire la spéculation, dans leur intérêt, mais aussi dans l'intérêt du plus grand nombre des Parisiens.

Contre l'ouverture des magasins en soirée et le dimanche, la Jeunesse communiste du 15ème a diffusé largement un tract dénonçant cette exploitation supplémentaire, appelant, entre autres, à l'augmentation des salaires et à la nationalisation de la grande distribution.

Rythmes scolaires. Peillon, Delanoë, Hidalgo : il n'y pas plus sourd que ceux qui ne veulent rien entendre !

Peillon, Delanoë, Hidalgo sont-ils sourds à ce point pour ne pas entendre un mouvement aussi large et durable que l'opposition de toute la communauté éducative, en particulier à Paris, à leur « réforme » des rythmes scolaires.

Suivant deux autres jours de luttes, des personnels communaux, des parents et déjà de certains enseignants, la grève du 14 novembre, à l'appel de la quasi-totalité des syndicats, a de nouveau mobilisé très largement, de 40 à 70%, le maximum à Paris.

Les doléances sont toujours les mêmes. Deux mois après la rentrée, dans le quart des écoles qui se sont vu infliger les nouveaux rythmes, **le premier bilan confirme les craintes** malgré le dévouement, tout le travail supplémentaire consenti par toutes les catégories de personnels concernés.

La semaine de 5 jours fatigue les enfants, davantage encore ceux de maternelle. Les cours le mercredi matin, ce n'est pas la même chose que le samedi matin dans l'organisation de la semaine des parents, pour le métabolisme des enfants.

Pour les enseignants, la fatigue aussi, la pression, le temps perdu dans les transports dégradent les conditions de travail, ce que la prime minimale accorder pour tenter de les amadouer ne saurait compenser. Les directeurs d'écoles et les agents administratifs jonglent avec les emplois du temps.

L'organisation des activités périscolaires, préparée dans la précipitation, n'est toujours pas satisfaisante, même deux mois après. Les activités proposées sont très inégales. Elles correspondent rarement aux attentes. Elles manquent de moyens. Les communes, dont les dotations seront encore amputées de 1,5 milliard d'euros l'an prochain ne peuvent pas assurer. Dans la plupart des écoles dans les mêmes salles de classe, **s'opère une confusion dangereuse entre les temps d'enseignement et ces activités extérieures**. Tout porte à craindre que ce soit l'objectif voulu par le pouvoir !

Sinon pourquoi une telle obstination du pouvoir ?

On comprend bien que Delanoë et Hidalgo, à la tête de la 1^{ère} commune de France, se sont sentis obligés de montrer l'exemple pour laisser un peu de crédibilité à la mesure de leurs amis Hollande et Peillon. Mais au point de manifester un tel mépris général dans les assemblées publiques, un tel entêtement, de laisser voir une ignorance crasse de la situation des écoles ?

Si Peillon a peut-être cru pouvoir montrer une rupture avec ses prédécesseurs au ministère, à bon compte. C'est raté !

S'il compte montrer – il ne sera pas le premier à échouer – qu'il sait mâter le monde enseignant, son pari est hasardeux. **Il doit le savoir puisqu'il s'est réservé au PS une place de député européen après les élections de 2014.**

Peillon ne revient pas véritablement sur le fond de la « réforme » Darcos de 2008 ni sur l'austérité des moyens et des salaires qui lui était indissociable. Darcos a supprimé deux heures d'enseignement hebdomadaires, avec la suppression des cours du samedi. Peillon ne les rétablit pas mais répartit les heures sur les cinq premiers jours de la semaine en la perturbant.

En réalité, il poursuit l'objectif de Darcos : réduire le périmètre de l'éducation nationale, renforcer les inégalités, faire entrer le privé par la fenêtre. A faire la politique de la droite, on fait le jeu de la droite !

Communistes, nous soutenons plus que jamais le mouvement des enseignants et personnels des écoles, celui des agents communaux.

Oui, il faut tout remettre à plat, en commençant par abroger le décret Peillon !



Taux de saturation des urgences de l'hôpital Pominou (HEGP) : jusqu'à 203% !

L'Huma a publié, dans son édition du 22 octobre, les taux d'occupation des lits des services d'urgences de plusieurs hôpitaux parisiens. A l'HEGP, **le taux de saturation a atteint 203%** dans l'après-midi du jeudi 17 octobre, 176% le lendemain, 170% le dimanche. Des chiffres ahurissants. Et l'hiver n'a pas commencé !

Une telle saturation signifie pour les patients des heures d'attente supplémentaires sur des brancards, dans les couloirs, dans des zones de transit. Un récent rapport, remis à la ministre Marisol Touraine, établit que l'engorgement et le temps d'attente aux urgences augmente le risque de ré-hospitalisation ultérieure et pouvait multiplier la mortalité des malades par 1,7 à dix jours.

Pour les personnels les conditions de travail, le stress deviennent intolérables, comme le dénonçaient la grèves des urgences de l'HEGP en 2012.

Une seule réponse s'impose : rouvrir des lits supprimés dans les services d'urgences et les services dits d'aval, recréer des postes. Au contraire, le gouvernement, la direction de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) continuent à vouloir fermer les urgences de l'Hôtel-Dieu (43.000 patients reçus par an). On mesure déjà l'augmentation de l'engorgement des autres hôpitaux depuis que l'AP-HP a commencé détourner les malades de l'Hôtel-Dieu. Qu'est-ce que ce serait si son service d'urgence était complètement fermé ?

A la ministre, aux élus de Paris, déjà en pleine parade électorale, de répondre.